

LE PRINTEMPS ALGÉRIEN N'EST PAS ARABE

La révolution du jasmin a créé une onde de choc qui s'est diffusée comme une traînée de poudre dans tous les pays musulmans, de l'Atlantique au Golfe. Les observateurs ont souligné les caractères communs de ces différents soulèvements : rejet massif des régimes autocrates¹ confisquant au profit de leur clan ou de leurs réseaux, la rente pétrolière (Algérie, Libye, Irak, Iran, Arabie Saoudite, émirats du Golfe), l'islam religion d'État et l'incapacité des dirigeants à développer les forces productives malgré les immenses revenus du pétrole² et de satisfaire les besoins de la population : l'ensemble des droits et libertés démocratiques, le plein emploi, l'autosatisfaction alimentaire, l'éducation, le logement, la santé, etc. Mais peut-on pour autant se satisfaire d'une analyse globalisante et comparer le tsunami actuel avec celui qui a entraîné l'effondrement du bloc soviétique après la chute du mur de Berlin ?

LE MYTHE DE LA RÉVOLUTION ARABE

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la vague révolutionnaire qui a submergé la planète a ébranlé les empires coloniaux français et anglais en Asie, en Afrique et au Moyen Orient. Impulsée par les États-Unis, pressés de se substituer aux impérialismes défailants, dès leur entrée dans le conflit (la Charte de l'Atlantique de 1941), ils ont réorganisé le Proche Orient, avec l'Égypte de Nasser comme gardienne du pétrole d'Arabie Saoudite et pièce maîtresse de la Ligue arabe. Par la suite, pendant la guerre froide, la confrontation entre les deux Grands s'est élargie au Grand Moyen Orient (les pays arabes, la Turquie, l'Iran et le Pakistan)³ dans le respect toutefois des Accords de Yalta de 1945.

Le nationalisme arabe dont Nasser avait élaboré le programme dans *La philosophie de la Révolution* a connu son apogée en 1956 avec la nationalisation du Canal de Suez. Il a survécu après la défaite de la coalition tripartite (France-Angleterre-Israël) en 1957, s'est déchiré pendant la création de la République arabe unie (RAU) pour s'effondrer après la terrible défaite de 1967⁴. Après chacune des guerres israélo-arabes, l'armée égyptienne – c'est aussi le cas pour la Syrie, l'Iran et l'Irak⁵ – a remodelé les institutions pour devenir l'armature de l'appareil d'État et pris le contrôle d'une économie intégrée dans le marché mondial dominé par les États-Unis. C'est à l'issue de ce processus, où la bourgeoisie, les classes moyennes et les syndicats ont été laminés et la société caporalisée qu'une coupure s'est établie entre la couche sociale vivant de l'armée ou du secteur public qu'elle contrôle et la population dont la croissance démographique galopante, la misère, le chômage et la précarité ont fourni à la confrérie des Frères Musulmans, le terreau pour s'implanter et se construire de façon durable.

Depuis la Tunisie, la vague révolutionnaire qui s'est amplifiée après la chute de Moubarak a pris une dimension particulière avec l'explosion de la Jamarya de Kadhafi. On ne peut parler de printemps arabe, de révolution arabe⁶ ou de révolution islamique, car, en se chargeant d'un contenu social et politique radical et en s'élargissant par delà le Moyen Orient à l'Afrique et à l'Asie, elle prend place, avec ses particularités, dans la chaîne des révolutions prolétariennes du XX^e siècle. Il faut partir de là pour comprendre les procès en cours de développement qui se déroulent en Algérie et qui ne sont pas des composantes d'une mythique révolution arabe mais plongent leurs racines dans le mouvement national, dont la matrice fut l'Étoile Nord-Africaine et qui en Algérie se manifeste toujours avec vigueur en février/mars.

LE PRINTEMPS ALGÉRIEN

Marquons quelques dates importantes :

- 18/28 février 1927. Congrès de fondation de la « Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale » au palais d'Egmont à Bruxelles. Le discours de Messali Hadj, secrétaire général de l'Étoile Nord-Africaine (ENA) constitue l'acte de naissance du nationalisme algérien.

- 11 mars 1937. Après la dissolution de l'ENA par le gouvernement de Front populaire, Messali et Filali fondent le parti du peuple algérien (PPA). Il s'implante en Algérie, adapte son programme et son organisation et devient face au Parti communiste algérien (PCA), le parti dans lequel se reconnaissent la jeunesse, les déshérités et les populations laborieuses.
 - 6 et 11 mars 1941. Messali refuse de faire une déclaration favorable à Vichy en échange de sa libération. Il est alors condamné avec la direction du PPA aux travaux forcés au bagne de Lambèse.
 - 2/3 mars 1945. Le mouvement des Amis du Manifeste et de la liberté (AML), créé par le PPA, Ferhat Abbas et les Oulémas plébiscite à son Congrès les thèses du PPA pour une Assemblée Constituante Souveraine.
 - 15/17 février 1947. Premier congrès du MTLD. Adoption d'un programme nationaliste radical, création d'une organisation para militaire, l'OS, placé sous le contrôle du parti et maintien dans la clandestinité du PPA rattaché par Filali au président du parti, Messali Hadj.
 - Février 1954. Adhésion massive de la Fédération de France du MTLD et la grande majorité des kasma d'Algérie au Comité de salut public (CSP) créé par Messali pour s'opposer à la politique réformiste du Comité central.
- 15 février 1955. Ben Boulaïd à Vincent Monteil : « *Messali Hadj est le seul chef national et la solution du problème algérien reste la Constituante Souveraine* ».
- 14 février 1956. Création d'un syndicat unitaire, démocratique et indépendant : l'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA).
 - 24 février 1956. Création par le FLN de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA).
 - 9 mars 1956. Manifestation massive du MNA en direction du Parlement français pour protester contre le vote des pouvoirs spéciaux engageant le contingent dans la guerre d'Algérie.
- Février 1957. Création de la Fédération de France de l'USTA.

Pendant la période qui suit, depuis la création du GPRA en 1958 jusqu'à nos jours, le peuple algérien a toujours manifesté, en particulier au printemps son aspiration à la justice et la démocratie.

ET MAINTENANT ?

Fin janvier/février, la révolution tunisienne qui a ébranlé jusque dans ses fondements le régime de Ben Ali et désintégré celui de Kadhafi a conduit la jeunesse et la population, toutes classes sociales confondues, à intervenir sur la scène publique pour en finir avec la dictature, choisir ses institutions et prendre en mains son destin. Il est important de noter que la séquence ouverte par l'ENA d'unifier chacun des trois peuples, après leur indépendance, dans une structure commune, se pose à nouveau après la faillite de l'Union pour le Maghreb arabe (UMA).

Il convient aussi de noter que ce ne sont pas les partis de l'opposition qui forment l'aile marchante du mouvement mais les syndicats. C'est le cas de l'UGTT tunisienne, redevenue après l'épuration de sa direction largement inféodée au RCD de Ben Ali, une organisation indépendante. C'est maintenant le cas de l'Algérie, où les syndicats autonomes qui ont mené un combat héroïque pour s'imposer, face à l'UGTA restée une structure d'encadrement des travailleurs, se sont dégagés de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), coalition hétéroclite de forces sociales et politiques aux objectifs différents.

Il est symbolique que, en ce mois de février où l'on célèbre très discrètement la nationalisation des hydrocarbures et l'anniversaire de la création de l'UGTA, la coordination des syndicats autonomes qui se met en place, s'affirme comme l'organisation unitaire et démocratique de la classe ouvrière algérienne, face à l'État totalitaire. Il faut saluer cette renaissance du syndicalisme qui n'en fait pas un syndicat de la pseudo nation arabe car il plonge ses racines dans l'histoire de l'Étoile et du Congrès de mars 1945 des AML qui a plébiscité la Constituante.

Les syndicats français et européens comme tous les démocrates doivent soutenir ce combat de la population laborieuse et de sa jeunesse pour balayer le régime de Bouteflika,

construire la nation algérienne sur les principes de la démocratie, aider à l'unification des peuples d'Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye) et de fonder avec les 5 pays de l'arc du Nord, dans l'égalité complète un Occident méditerranéen aux possibilités immenses.

Notes

1. Flory Maurice et Mantran.Robert : « Les régimes politiques des pays arabes », PUF (Thémis », 1968 ; Hourani Albert. « Histoire des peuples arabes », Le Seuil (Points/Histoire), 1993.
2. Sid Ahmed Abdelkader."Développement sans croissance. L'expérience des économies pétrolières du Tiers-monde », Publisud, 1983.
3. Jargy Simon. » L'Orient déchiré. Entre l'Est et l'Ouest. » Labor et Fides, 1984.
4. Thobie Jacques. « Ali et les 40 voleurs. Impérialismes et Moyen-Orient, de 1914 à nos jours », Messidor, 1985.
5. Vernier Bernard. « Armée et politique au Moyen-Orient », Payot, 1966.
6. Pablo Miche. La révolution arabe. *Quatrième Internationale*, février 1959.

JACQUES SIMON
23 février 2011